



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept mai à dix-huit heures, le Conseil s'est réuni salle Raymond LAVOGEZ (COSEC 1) à Ecuire, sous la présidence de M. Bruno COUSEIN, suite à la convocation du 21 mai 2025, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la CA2BM.

Etaient présents : Tous les conseillers communautaires titulaires en exercice, à l'exception de :

Etaient excusés et avaient donné pouvoir :

Daniel FASQUELLE a donné pouvoir à **Bruno COUSEIN**
Philippe COUSIN a donné pouvoir à **Hubert DOUAY**
Patrick HERLANGE a donné pouvoir à **Jacques FLAHAUT**
Pierre-Georges DACHICOURT a donné pouvoir à **MICHEL KUCHARSKI**
Jean-Marie MICHAULT a donné pouvoir à **Marie-France BUZELIN**
Claudine TORABI a donné pouvoir à **Jocelyne CAULIER**
Claudine OBERT a donné pouvoir à **Danièle BERTIN**
Jean-Jacques OPRESCO a donné pouvoir à **Bernard MORGENTHALER**
Christelle BEAURAIN a donné pouvoir à **Sébastien BAILLET**
Dominique DELSAUX a donné pouvoir à **Gérard ANDRÉ**
Bernard WAUQUIER a donné pouvoir à **Franck TINDILLER**
Josiane BOUTOILLE a donné pouvoir à **Maryse MAILLART**
Charles LANQUETIN a donné pouvoir à **Gaston CALLEWAERT**
Anthony JOUVENEL a donné pouvoir à **Madeleine DERAMECOURT**
Jean-Claude GAUDUIN a donné pouvoir à **Valérie DELORME**

Etaient excusés et représentés par un suppléant :

Thierry POILLET représenté par **Jean-Claude JOURDAIN**

Etaient absents excusés et non représentés :

Walter KAHN, Marc DELABY, Sébastien BETHOUART, Emile CREPIN, Christèle DEHARBE, Franck LEURETTE, Henri DELIANNE, Thierry SAMIEC, Daniel THILLIEZ, Jeannine SAMASSA

Secrétaire de séance : Marc BRIET

*Monsieur Jean-Luc BOUVIER est arrivé à 18h10 avant le vote de la délibération n°2025-121
Madame Françoise DENIS est arrivée à 18h13 avant le vote de la délibération n° 2025-122
Monsieur Hubert MAQUAIRE est arrivé à 18h15 avant le vote de la délibération n° 2025-126*

Fin de la séance : 19h58

- **Communication sur les décisions du Président et du Bureau**



Numéro de l'acte	2025-175
Nature de l'acte	Délibération
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Planification - Approbation de la modification de droit commun du PLU de la commune de Lefaux

• Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois sur avis du Bureau,

- Vu l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103.2 et suivants, L. 153-36 à L. 153-44, R. 104-12, R104-33 à R104-37, R. 153-20 et suivants ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des Communautés de Communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la Communauté d'Agglomération de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lefaux en date du 15 avril 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Lefaux en date du 28 octobre 2013 approuvant la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu la délibération n°2025-18 du Conseil Communautaire en date du 30 janvier 2025 tirant le bilan de la concertation intervenue du 15 juillet 2024 au 20 janvier 2025 (Quatre observations ont été formulées, celles-ci sont soit en accord avec la modification, ou ne peuvent pas être prises en compte dans la procédure.) ;
- Vu l'arrêté du Président de la CA2BM n°2024-69 en date du 10 juillet 2024 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Lefaux et définissant les modalités de concertation tout au long de la procédure ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 14 novembre 2024 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la notification du projet de modification du PLU de Lefaux aux personnes publiques associées mentionnées l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'à la commune de Lefaux, en date du 19 novembre 2024 ;
- Vu l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu par la MRAe en date du 14 janvier 2025 ;
- Vu l'avis sans observation de la chambre d'agriculture en date du 14 janvier 2025, du Département n'émettant aucune remarque et considérant que les autres avis des personnes publiques associées sont réputés favorables ;
- Vu l'arrêté du Président n°2025-19 en date du 07 février 2025 portant organisation d'une enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Lefaux ainsi que l'arrêté n°2025-25 portant rectification d'une erreur matérielle dans l'arrêté n°2025-19 du 07 février 2025 ;
- Vu le procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public fourni par le commissaire enquêteur en date du 09 avril 2025 ;
- Vu le mémoire en réponse de la CA2BM en date du 11 avril 2025 ;
- Considérant l'avis favorable avec remarque du commissaire enquêteur en date du 20 avril 2025 ;

- Considérant que l'enquête publique s'est déroulée en Mairie de Lefaux du 03 mars 2024 au 04 avril 2025 ;
- Considérant que l'ensemble des modalités définies dans l'arrêté du Président n°2025-19 ont été respectées (affichage, parutions, avis informant le public...) ;
- Considérant que le dossier de modification présentant l'exposé des motifs ainsi qu'un registre permettant au public de formuler ses observations ont été mis à la disposition du public en mairie de Lefaux du lundi 03 mars 2025 au vendredi 04 avril 2025 inclus et sur le site internet de la CA2BM ;
- Considérant que 8 observations ont été inscrites sur le registre d'enquête, 0 courrier et 0 mail ont été enregistrés et annexés au registre ;
- Considérant que 11 personnes se sont présentées à la permanence d'accueil du commissaire enquêteur ;
- Considérant qu'aucune contribution n'a fait l'objet d'une modération partielle ou complète et que l'ensemble des observations non modérées a été publié sur le site internet de la CA2BM au fur et à mesure ;
- Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse faisant état des observations du public auxquelles la CA2BM a répondu ;
- Considérant que les réponses aux observations du public figurent dans le mémoire en réponse de la CA2BM établi en date du 11 avril 2025, il y est proposé de répondre favorablement à la réponse d'un administré quant à la hauteur des constructions par rapport à la voie. Des prescriptions particulières pouvant être exigées en présence de risques (PPRI). Dans les autres cas, il est préférable de suivre la topographie du terrain pour une meilleure intégration ;
- Considérant que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable avec remarque, en date du 20 avril 2025. Le commissaire enquêteur est favorable au projet de modification repris au sein du mémoire en réponse, répondant à l'observation d'un administré ;
- Considérant qu'au terme de l'enquête et compte tenu de ses résultats, des observations du public et des avis des personnes publiques associées, le responsable du projet peut être amené à modifier de manière non substantielle le dossier ;
- Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification non substantielle du projet afin de répondre à la remarque du commissaire enquêteur ;

Conformément à l'article R. 153-20 à R. 153-22 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois et en Mairie de Lefaux durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. La présente délibération sera également publiée sur le site internet de la CA2BM ainsi que sur le Géoportail de l'Urbanisme.

Le dossier de la modification du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public à la Mairie Lefaux ainsi qu'au siège de la CA2BM aux jours et heures habituels d'ouverture. Les conclusions du commissaire enquêteur seront mises en ligne sur le site internet de la CA2BM et le PLU opposable sera mis en ligne également.

La délibération deviendra exécutoire à compter de la publication sur le GPU et de la transmission au préfet, la date la plus tardive faisant foi.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – 59000 LILLE) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision

implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Après avoir entendu l'exposé du Vice-Président et en avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire décide :

- approuver le projet de modification du PLU de la commune de Lefaux, tel qu'annexé à la présente délibération, avec modification d'un point par rapport au dossier soumis à enquête publique (prise en compte d'une observation).

Adopté à l'Unanimité

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet. Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE CEDEX) dans le délai de 2 mois à compter de la date de notification ou de publication de la présente délibération ou à compter de la réponse de la collectivité si un recours administratif a été préalablement déposé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le secrétaire de séance,

Marc BRIET



Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20250527-2025-175-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2025
Publication : 28/05/2025